

La voix de l'opposition de gauche

Le 30 novembre 2018

CAUSERIE ET INFOS

On peut tromper une partie du peuple tout le temps et tout le peuple une partie du temps, mais on ne peut pas tromper tout le peuple tout le temps.

- [Au format pdf \(pages\)](#)

Les aristocrates sont des dégénérés. L'abrutissement du peuple passe par les médias dominants.

- Carolina de Bourbon réagit à ses "bêtises" sur France 2 - Le HuffPost 28 novembre 2018

Avec sa petite sœur et sa mère, Carolina de Bourbon des Deux-Siciles a été invitée dans le programme de France 2 "Ça commence aujourd'hui" sur le thème: "Aristocratie: des familles comme les autres". Faustine Bollaert l'avait alors interrogée sur les "bêtises" que peuvent faire les adolescents.

"J'ai adoré l'émission de télévision d'aujourd'hui sur France 2 'Ça commence aujourd'hui'. C'était génial d'être invitée pour un programme aussi agréable"

La jeune fille issue d'une célèbre famille d'aristocrates avait alors répondu avec une anecdote plutôt originale: "Une fois on s'était cachées derrière des arbres et à chaque fois que des gens passaient, on faisait 'bouh!'. On leur faisait peur". Suite à cet extrait, les internautes s'étaient montrés quelque peu moqueurs envers la jeune fille mais la grande majorité avait alors souligné l'innocence rare de l'adolescente de 15 ans. Le HuffPost 28 novembre 2018

Mobilisation générale. Objectif : Renverser le roitelet et abolir la Ve République !

J'ai noté que, contrairement au POID qui condamne le mouvement initié par des membres des classes moyennes inférieures contre la politique de rigueur de Macron, le POI le soutien.

L'absence de direction au mouvement initié le 17 novembre et le refus des partis et syndicats du mouvement ouvrier d'y participer dans l'unité et de manière structurer sur la base d'une plateforme d'actions et de revendications, le condamne au pourrissement, à moins que le 1er décembre la jonction se réalise entre la manifestation prévue sur les Champs-Élysées et celle de la CGT et d'un collectif de syndiqués.

On doit favoriser le rapprochement et l'alliance entre la classe ouvrière, les classes moyennes inférieures et les étudiants, les collégiens, et appeler à la constitution d'Assemblées populaires dans toute la France pour fédérer l'ensemble des exploités et des opprimés, qui éliront leurs propres représentants et formeront leur propre gouvernement, créeront leurs propres organes politiques indépendants sur la base de leurs revendications sociales qui détermineront l'orientation politique qu'ils entendent donner à la société, pour qu'elle rompe avec le cycle infernal du néolibéralisme et du capitalisme qu'incarne Macron et l'Assemblée nationale, la Ve République.

Il n'existe qu'une seule voie possible pour vaincre notre ennemi.

Il faut avancer dans la voie de la constitution d'un double pouvoir dans la perspective de renverser celui qui est en place.

On ne pourra y parvenir qu'en y associant chaque travailleur et les partis ou syndicats qui résolument se donneront pour tâche de se doter des moyens pour atteindre ces objectifs politiques, l'instauration d'une République sociale sur les cendres des institutions antidémocratiques de la Ve République.

Toute initiative allant dans cette direction mérite notre attention, voire notre soutien.

POI - Deux mille cinq cents militants ouvriers, syndicalistes, militants politiques, élus... d'appartenances diverses se sont réunis à Paris le 10 novembre 2018 à l'appel du CNRR pour la défense des acquis de 1936 et de 1945.

- Ruffin (LFI) se joint à un rassemblement anti-Macron jeudi à Paris - Reuters 28 novembre 2018

En pleine contestation des "Gilets jaunes", le député La France insoumise (LFI) François Ruffin se joindra à l'assemblée générale du mouvement contestataire "La Fête à Macron" prévu jeudi soir place de la République à Paris, a-t-on appris mercredi dans son entourage.

L' élu picard, qui devrait prendre la parole à cette occasion selon cette même source, entend "tester les énergies" alors que la colère de Français hostiles aux hausses de taxes qui s'exprime depuis une dizaine de jours ne semble guère faiblir.

Les organisateurs du rassemblement de jeudi au coeur de la capitale peuvent couvrir l'espoir de faire renaître le mouvement "Nuit Debout", né au printemps 2016 dans le sillage des contestations contre la loi Travail, et auquel François Ruffin avait participé. Le mouvement s'était rapidement étioilé.

En début de semaine sur Europe 1, la député de la Somme avait émis le souhait que la contestation des "Gilets jaunes" gagne les métropoles.

"Ça se passe dans la France périphérique, 'les Gilets jaunes'. Nuit debout, c'était dans le coeur des métropoles et notamment Paris", rappelait-il.

LVOG - Paris c'est quoi ?. Les CSP+ sont ainsi passés de 25 % à 46 % de la population parisienne en 30 ans, cependant que le pourcentage des ouvriers a décré, passant de 18 % à 7 %. (Jérôme Fourquet pour le compte de la Fondation Jean Jaurès) Les Crises.fr.

Reuters - "Aujourd'hui, on a affaire quasiment à un renversement : ce sont les campagnes qui se mobilisent, les zones périurbaines, et pas du tout les villes. Je pense qu'on aura un vrai mouvement social, quelque chose de puissant et fort le jour où on arrivera à faire se joindre ces deux pans-là."

Sa démarche est approuvée par le député LFI de Seine-Saint-Denis Eric Coquerel.

"C'est bien : tout ce qui peut élargir le mouvement des 'Gilets jaunes', à partir du moment où ça respecte l'auto-organisation qu'il se sont donnée, c'est positif", a-t-il dit à la presse à l'Assemblée nationale. Reuters 28 novembre 2018

"Elargir, mais surtout pas l'organiser. Son "auto-organisation" ou absence d'organisation signe son arrêt de mort ! Coquerel s'en réjouit d'avance semble-t-il... et Macron aussi, "c'est positif" !

Je ne commenterai pas les dissensions et défections qui touchent LFI dont j'ai eu connaissance par les médias mainstreams, c'est un tel panier de crabes qu'on perdrait son temps.

Des dirigeants autoproclamés, des charlatans ?

Huffingtonpost.fr 30.11- François Ruffin, jeudi 29 novembre, la place de la République à Paris :

"Vous, tous les soirs, vous pouvez aller faire des apéros au vin chaud devant l'Assemblée nationale ou l'Élysée!".

"Il ne s'agit pas de faire revêtir aux gens ici un gilet jaune. Il y a plein de gens qui ne sont pas automobilistes. Ce n'est pas un symbole qui va fonctionner", a avoué François Ruffin, tout en invitant à "trouver des formes propres aux manières d'être et de lutter de chacun".

Le député de la 1ère circonscription de la Somme a proposé, par exemple, de se retrouver autour "d'apéros Facebook, vin chaud" devant les lieux de pouvoir et de se rendre "massivement" aux Champs-Élysées à l'occasion de la manifestation de gilets jaunes prévue ce samedi.

Tout au long de la soirée, cheminots, postiers ou chômeurs se sont succédés au micro pour ajouter leur grain de sel à l'effervescence sociale en cours depuis quelques semaines. "Tous les secteurs ont des raisons d'être en colère. C'est l'occasion pour mettre toutes les colères dans le chaudron et de monter le feu!", s'est réjoui l'économiste Frédéric Lordon, sous les applaudissements. "Ce qui se joue aujourd'hui, ce n'est pas la taxe sur le gazole, c'est les réformes, c'est les retraites, ce sont les lois Macron tous azimuts!", a martelé François Ruffin. huffingtonpost.fr 30.11

Quand en haut on ne peut plus gouverner comme avant et qu'en bas on ne peut plus vivre comme avant, cela signifie que le temps de la révolution est venu messieurs Ruffin et Lordon. Au lieu de proposer aux travailleurs de se préparer à affronter le régime, ces nantis leur propose "un vin chaud" face à l'Élysée !

Si vous avez encore en tête mes deux dernières causeries, vous avez pu constater de vous-même à quel point mon analyse correspondait bien à la situation. Au passage, je me félicite d'avoir rompu totalement avec le courant trotskyste lambertiste dans lequel j'avais milité à la fin des années 70. Lisez.

LVOG- Qu'est-ce qui rassemble la classe ouvrière et les classes moyennes inférieures ?

Le politologue Jérôme Sainte-Marie pour L'Express : Le problème, c'est qu'on lit les choses à travers un logiciel datant des années 70 et 80, quand les salaires augmentaient encore. Les syndicats menaient des actions revendicatives sur les lieux de travail. De l'autre côté, les héritiers du poujadisme ou les formations de droite se focalisaient sur la fiscalité et notamment l'impôt sur le revenu. Or, depuis une vingtaine d'années, la part de ceux qui le paient diminue. L'IR est l'impôt qui incarne le mieux le système social français et il est de plus en plus concurrencé par les taxes, qui ne sont pas progressives et sont perçues comme injustes. Donc l'ancienne dichotomie entre revendications salariales et protestation anti-fiscale n'a plus lieu d'être.

LVOG- Pourquoi les syndicats et le POID condamnent-ils ce mouvement ?

Jérôme Sainte-Marie - Il y a, par ailleurs, un fort décalage entre ce mouvement et les mobilisations contre la loi travail ou la réforme de la SNCF. Aujourd'hui, c'est l'univers du privé qui se lève. C'est d'ailleurs sa force, vu que les quatre cinquièmes des salariés français travaillent dans le privé. Ce ne sont pas des gens issus d'un monde "protégé" des effets directs du capitalisme qui se lèvent,

ceux qui constituent les bataillons habituels de la gauche, France insoumise comprise, mais un univers de travailleurs aux revenus modestes et à l'avenir incertain. [lexpress.fr 28.11](https://www.lexpress.fr/2018/11/28/les-trotskystes-ont-choisi-le-camp-de-france-insoumise_1811111.html)

Ces trotskystes définirent une stratégie tournée vers les syndicats, l'aristocratie ouvrière corrompue composée de couches supérieures de la classe ouvrière, de fonctionnaires, du corps enseignant et universitaire, et ils se détournèrent systématiquement des trois quart des travailleurs abandonnés à leur triste sort. Ce fut un échec total. Ils se tournèrent vers les membres des classes moyennes supérieures, les élus, et ils obtinrent le même résultat. Ils persistent aujourd'hui, ils ne sont pas les seuls, tous les partis ouvriers ont déserté le combat en direction des couches les plus défavorisées de la classe ouvrière et les couches inférieures de la petite bourgeoisie qui ne parviennent plus à assurer les fins de mois ou peinent à survivre, celles qui se réfugient dans l'abstention ou vote Le Pen.

Ces champions de l'unité en parole ne feront qu'entretenir et profiter de la dichotomie ou division qui existait au sein de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier entre les travailleurs des secteurs public et privé, leur stratégie sera calquée dessus. A qui ou à quoi cette division devait-elle profiter ? Au capitalisme, à assurer la stabilité du régime.

Leur discours était ainsi conçu qu'on pouvait croire qu'ils défendaient les intérêts de l'ensemble des travailleurs, mais ce n'était pas du tout le cas ; La défense des retraites devaient servir en réalité à sauver les régimes spéciaux de retraite, l'interdiction des licenciements ne devait servir qu'à sauver le statut privilégié des fonctionnaires qui bénéficiaient de la garantie de l'emploi à vie, il en sera de même des attaques contre le Code du travail, etc. La défense des services publics ne servira qu'à défendre leurs propres intérêts de boutiquiers ou leur rente de bureaucrates corrompus, qu'ils monnaieront en échange de leur soutien aux appareils syndicaux vendus.

Le POID est devenu une sous-officine de l'Agence Française de Propagande.

<https://latribunedestravailleurs.fr/category/fil-dinfos/>

25 novembre 2018 – Le congrès du PCF, réuni à Ivry dans le Val de Marne ce week-end, a adopté un nouveau logo, élu une nouvelle direction avec Fabien Roussel en tant que secrétaire général. Fabien Roussel a lancé un appel à la gauche pour, avec les communistes, exiger d'Emmanuel Macron la tenue d'un «Grenelle des salaires» pour répondre à la colère sur la vie chère.

LVOG - Vive Grenelle, à bas la révolution !

24 novembre 2018 – Yves Veyrier, secrétaire général de FO, fait savoir dans un twitt que la confédération « appelle à la réunion rapide d'une commission tripartite » des syndicats, du patronat et du ministère du Travail « afin d'examiner les conditions de la mise en œuvre de négociations permettant de généraliser la prime transport ».

LVOG - Enfin un vrai syndicaliste à la tête de FO !

24 novembre 2018 – Castaner, ministre de l'Intérieur, dénombre en début de soirée 106 301 « gilets jaunes » manifestant contre la hausse des taxes sur les carburants dans toute la France, dont 8 000 à Paris, contre 282 710 au total samedi dernier à la même heure.

LVOG - Même Le Figaro a repris le chiffre très largement sous-estimé de 160.000 et non 106 301.

22 novembre 2018 – L'ONG Sherpa a déposé une nouvelle plainte contre l'entreprise française de BTP Vinci dans le cadre des travaux lancés en vue de l'organisation de la Coupe du monde de football 2022 au Qatar.

LVOG - Vive les ONG, à bas le mouvement ouvrier !

22 novembre 2018 – Depuis le début de la mobilisation des « gilets jaunes », le 17 novembre, de nombreux journalistes présents sur le terrain ont été victimes d'agressions physiques ou verbales de la part de certains manifestants. Quelques jours seulement après sa création, un groupe Facebook intitulé #Payetoiunjournaliste regroupe plus de 2 000 membres et des dizaines de témoignages faisant état de ces agressions ont été publiés sur cette page facebook..

LVOG - Vive les médias-oligarques, à bas le socialisme !

Eloquent, non ?

En complément.

- Les réseaux sociaux, espoir des migrants d'échapper à la rapacité des passeurs - AFP 27 novembre 2018

Où franchir la frontière? Qu'emporter dans son sac? Les réseaux sociaux bruissent de messages entre migrants d'Amérique centrale: une prochaine caravane vers les Etats-Unis se prépare. Sans argent pour payer un "coyote", un passeur, ils parient sur la force du groupe. AFP 27 novembre 2018

Ah ces révolutionnaires maoïstes, de vrais communistes purs et durs !

Vous connaissiez Cohn Bendit, mais pas encore Jack Ma, vous n'avez rien perdu !

Reuters 27 novembre 2018 - Jack Ma, patron d'Alibaba et homme d'affaires le plus célèbre de Chine, est membre du Parti communiste, a rapporté l'organe officiel du PCC, démentant ainsi l'image d'un homme sans affiliation politique.

Le Quotidien du Peuple a révélé cette appartenance via la publication d'une liste de 100 personnalités ayant favorisé le processus de "réforme et d'ouverture" de la Chine.

Jack Ma est l'homme le plus riche de Chine avec une fortune estimée à 35,8 milliards de dollars (31,6 milliards d'euros), selon le magazine Forbes.

Jack Ma a fait d'Alibaba le numéro un du commerce en ligne en Chine. Il a étendu les activités de son groupe, coté en Bourse de New York où il est valorisé environ 400 milliards de dollars, dans la logistique et les réseaux sociaux. Il tente aussi de bâtir un empire dans la "fintech" autour de la plate-forme de paiement Alipay.

Le Quotidien du Peuple cite aussi dans sa liste les patrons de Baidu, Robin Li, et de Tencent, Pony Ma, même si aucun des deux n'est désigné comme membre du Parti communiste.

Baidu, Alibaba et Tencent forment le trio des géants chinois des nouvelles technologies regroupés sous l'acronyme "BAT". Reuters 27 novembre 2018

Tenez en voilà d'autres qui valent leur pesant d'or... je vous laisse compléter...

Après Ruffin (LFI) ("Je vais regarder ce que va nous proposer le président de la République (mardi)") au tour de Roussel (PCF)

Le secrétaire national du Parti communiste, Fabien Roussel sur BFMTV et RMC. - "Si le président de la République n'a pas apporté de réponses claires sur cette question de pouvoir d'achat, il faut que les Français continuent de se rassembler, de manifester", "qu'ils maintiennent la pression" de manière "calme, sereine et déterminée". AFP 27 novembre 2018

Que ne feraient-ils pas pour légitimer Macron ?

- Édouard Philippe confirme la hausse des taxes et l'absence de coup de pouce au smic - LeParisien.fr 28 novembre 2018

Après le discours d'Emmanuel Macron, l'intervention d'Édouard Philippe ce mercredi matin sur BFMTV risque elle aussi de décevoir les Gilets jaunes. Car pour l'instant, le Premier ministre n'a rien annoncé de concret et a confirmé la hausse de la taxe sur le carburant au 1er janvier.

Pire, une écrasante majorité, trois quarts des Français, estiment que ces mesures vont "accentuer les inégalités entre les Français" (75%) et qu'elles vont "nuire au pouvoir d'achat" de nos concitoyens (73%). LeParisien.fr 28 novembre 2018

Invité au même moment dans la matinale de France Info, Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT, a réagi dans la foulée à l'annonce du Premier ministre. « Il faut exiger plus fort et plus nombreux une revalorisation importante du smic », a-t-il lancé.

Dans sa ligne de mire, l'appel à manifester lancé de longue par son syndicat ce samedi 1er décembre. Un calendrier qui coïncide désormais avec celui des Gilets jaunes, ces derniers prévoyant une nouvelle action à Paris le même jour... Et Philippe Martinez de conclure : « Il faut beaucoup de monde dans la rue samedi ». LeParisien.fr 28 novembre 2018

Macron - "Tout sera mis en oeuvre pour que l'écologie à la française puisse être une écologie populaire".

"Je souhaite que partout, cette concertation puisse être déclinée et que partout, le débat se tienne. Toutes les associations doivent pouvoir y participer, y compris les représentants des gilets jaunes".

Emmanuel Macron a ajouté qu'il ne fallait pas "renoncer à nos responsabilités, pour demain et pour aujourd'hui" et que "chacun doit jouer son rôle". "On ne peut pas être le lundi pour l'environnement et le mardi contre l'augmentation des prix du carburant." l'express.fr 27 novembre 2018

"Tout sera mis en oeuvre"...

- Blessés des Champs-Élysées : les grenades de trop - Liberation.fr 30.11

La violente répression de la manifestation des «gilets jaunes», samedi, pose une nouvelle fois la question de l'utilisation des munitions explosives. Liberation.fr 30.11

La gouvernance mondiale et ses alliés.

- Manifestation de Greenpeace dans une centrale au charbon en Pologne - Reuters 27 novembre 2018

Neuf militants de Greenpeace ont escaladé par une échelle intérieure une cheminée de 180 mètres de haut à la centrale électrique de Belchatow, mardi dans le centre de la Pologne, pour protester contre le recours important au charbon dans ce pays... Reuters 27 novembre 2018

A bas Greenpeace et les ONG !

On devrait envoyer ces militants de Greenpeace en Sibérie et les prier de se chauffer sans recourir aux énergies fossiles ou nucléaires, comme il n'en existe pas d'autres on serait définitivement débarrassé de ces parasites ! Propos d'extrémiste direz-vous, vraiment ? Mais où avez-vous la tête si vous le pensez, vous représentez qui au juste pour en juger ?

Car en effet, quelle pourriture ! Les travailleurs polonais n'ont que le charbon pour affronter chaque année le rude hiver, les en priver reviendrait à vouloir les faire crever de froid. Vous croyez qu'on devrait soutenir ces salopards de Greenpeace ?

- Manifestation en Bulgarie pour la défense des centrales au charbon - Reuters 30.11

Les mineurs et les employés de la plus grande centrale au charbon de Bulgarie, Maritsa Iztok 2, ont défilé jeudi à Sofia pour défendre leur emploi et presser le gouvernement de soutenir la production d'énergie au charbon.

A trois jours de l'ouverture en Pologne de la COP24 sur le climat, un millier de manifestants ont demandé au gouvernement de s'engager à ne pas fermer les mines et les centrales du bassin de lignite de Maritsa Iztok, dans le sud du pays.

"On craint une fermeture des mines et des centrales les unes après les autres à cause de cette Convention-cadre", a déclaré dans le cortège à Sofia Katia Vassileva, une ouvrière de 45 ans.

Les centrales au charbon produisent plus de 40% de l'électricité en Bulgarie.

Les deux principaux syndicats du pays, qui soutenaient la manifestation, accusent la Commission européenne de vouloir aller trop vite et d'imposer à la Bulgarie des mesures trop coûteuses pour lutter contre le réchauffement climatique.

"Il faut trouver une solution car tout cela est injuste pour les pays les plus pauvres", a déclaré Vladimir Topalov, qui dirige la fédération des mineurs de la centrale syndicale Podkrepa.

Quelque 20.000 personnes travaillent dans le complexe de Maritsa Iztok.

Le gouvernement de Sofia a déjà fait savoir qu'il était hostile à ce que la COP24 adopte des objectifs plus ambitieux de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

"La Bulgarie ne peut pas se permettre de perdre sa compétitivité dans le secteur énergétique et elle défendra les droits des travailleurs de ce secteur", a assuré sur Facebook le président Roumen Radev.

En Pologne, le gouvernement a annoncé jeudi son intention d'investir l'an prochain dans la construction d'une nouvelle mine de charbon en Silésie. Reuters 30.11

Ils ont notre soutien inconditionnel. A bas la COP, à bas le lobby écologiste !

Un mouvement populaire.

- Sondage : les gilets jaunes plus populaires que jamais - Le HuffPost 28 novembre 2018

Selon un autre sondage réalisé par Elabe pour BFMTV, 75% des sondés soutiennent ou éprouvent de la sympathie pour les gilets jaunes, un score en progression de 5 points sur une

semaine. Si le taux d'adhésion au mouvement recule chez les cadres (56%, -9), il augmente en revanche de manière spectaculaire parmi les classes moyennes (75%, +10) et les classes populaires (83%, +8), selon l'institut. Le HuffPost 28 novembre 2018

"Gilets jaunes" : le soutien des Français au mouvement gagne sept points (84%) malgré les annonces d'Emmanuel Macron sur l'écologie, selon un sondage - Franceinfo 28 novembre 2018

Un sondage Odoxa-Dentsu consulting pour franceinfo et Le Figaro indique que 84% des personnes interrogées trouvent le mouvement des gilets jaunes "justifié". Une tendance en progression de 7 points en une semaine et de 10 points sur 15 jours.

66% des Français indiquent avoir écouté le discours d'Emmanuel Macron mardi. Parmi eux, 78% n'ont pas trouvé le chef de l'État convaincant. C'est le pire niveau enregistré après une intervention ou annonce d'Emmanuel Macron. La parole présidentielle ne semble plus imprimer dans l'opinion. Franceinfo 28 novembre 2018

- «Gilets jaunes»: les Français appuient de plus en plus massivement le mouvement - LeFigaro.fr 28.11

Plusieurs acteurs et animateurs populaires commencent à soutenir ce mouvement a-t-on appris. Leur personnalité ne présente aucun intérêt pour être médiocre, cependant, ce qui est intéressant, c'est que le cadre totalitaire imposé par les médias est en train de se fendre sous la pression populaire...

- De Polnareff à Kaaris, les soutiens disparates des gilets jaunes - huffingtonpost.fr 30.11

Franck Dubosc, Brigitte Bardot, Gérald Dahan, Arnaud Ducret, Bernard Lavilliers, Michel Polnareff, Pierre Perret... les people en jaune révèlent le caractère hétéroclite du mouvement.

L'humoriste Gérald Dahan (LFI) a posté un "message d'alarme" sur Facebook pour soutenir "le mouvement des gilets jaunes dans leurs revendications et notamment celle de la création d'une assemblée citoyenne" contre "les décisions du pouvoir". huffingtonpost.fr 30.11

La voie du pourrissement annoncé...

Le HuffPost 28.11 - Ils sont rares les gilets jaunes convaincus par le discours d'Emmanuel Macron. Inexistants pour ainsi dire. Sur les réseaux sociaux, là où le mouvement a pris naissance et perdure désormais, l'allocution du président de la République devant le Haut conseil pour le climat ce mardi 27 novembre au matin a très rapidement été occulté par les dissensions au sein même du mouvement.

Comme depuis ces dernières heures, ce sont les huit porte-parole plus ou moins officiels qui cristallisent les tensions. Certains s'offusquent d'un mode de désignation obscur qui irait à l'encontre de l'essence démocratique du mouvement quand d'autres reprochent à ces huit représentants de jouer une partition personnelle sans représenter l'ensemble des gilets jaunes.

Et la rencontre entre François de Rugy et deux représentants du mouvement ce mardi 27 au soir a fini de raviver les tensions sur les groupes ou pages Facebook dédiés à la mobilisation. Beaucoup de ces citoyens en colère se demandent comment les deux gilets jaunes reçus au ministère de la Transition écologique ont été choisis.

C'est en effet le mode de désignation des porte-parole de ce mouvement spontané dénué de tout cadre politique ou syndical qui semble poser problème. Depuis l'annonce de la constitution de cette équipe censée représenter le mouvement dans son immense diversité, les critiques pleuvent

sur les réseaux sociaux. Beaucoup déplorent le manque de démocratie interne. Ils se plaignent, en substance, de ne pas avoir été associés aux choix et appellent à "une véritable délégation légitime."

Par ailleurs, l'article de Libération qui revient sur le processus qui a mené à l'établissement de ce collectif, intitulé "Qui a choisi les huit porte-parole des gilets jaunes? Que veulent-ils?" est particulièrement partagé sur ces pages depuis plusieurs heures. Les gilets jaunes en question reprochent aux huit élus de s'être organisés avant même la première journée de mobilisation. Des critiques en légitimité qui font écho à l'étonnement de Benoît Julou, un des organisateurs du mouvement originaire de Saint-Brieuc, qui avouait sur BFMTV ne pas avoir été mis au fait de la réunion de désignation des porte-parole.

D'autres reprochent aux huit représentants définitivement investis de ne pas être assez proche des gilets jaunes et de ne pas se rendre assez disponible pour recenser les revendications ou dialoguer sur la suite du mouvement par exemple. L'absence de parité et une tranche d'âge surreprésentée comparée à d'autres, sont également des sujets de reproches particulièrement discutés.

Emmanuel Macron n'a pas fait beaucoup d'annonces susceptibles de calmer la colère des gilets jaunes. Outre l'ouverture de trois mois de consultations sur la transition écologique, le président de la République n'a pas promis de nouvelles mesures compensatoires pour arranger les fins de mois de ces Français en difficultés. Un certain mutisme sur leurs revendications qui renforce la détermination du noyau dur.

C'est en tout cas ce qui ressort des messages publiés en référence à l'allocution du président de la République, qui devait pourtant servir à calmer les esprits après plus d'une semaine de mobilisation.

Si certains expliquent, avec humour, qu'ils n'ont pas compris un traître mot du discours du chef de l'État d'autres réaffirment leur volonté jusqu'au-boutiste avec plus ou moins de virulence. A défaut d'avoir satisfait grand monde, à l'exception de sa majorité, Emmanuel Macron aura sans doute renforcé la détermination du noyau dur des gilets jaunes, comme en témoigne ce nouvel appel à manifester sur les Champs-Élysées lancé par un des représentants du mouvement quelques minutes seulement après son entretien avec François de Rugy.

Reste désormais à savoir quelles seront les conséquences de ces ressentiments internes et des différences stratégiques affichés sur les réseaux sociaux pour la suite du mouvement. Nouvel élément de réponse: samedi 1er décembre au coeur de la capitale, pour l'acte 3 de cette mobilisation inédite. Le HuffPost 28.11

- Après leur rencontre avec Rugy, un représentant des gilets jaunes appelle à manifester le 1er décembre aux Champs-Élysées - Le HuffPost 28 novembre 2018

Répression.

Francetvinfo.fr 27.11 - Tout ce que voulait faire Anthony D., c'était "prendre l'apéro devant les forces de l'ordre". Avec sa bande d'amis, ce charpentier de 32 ans originaire d'Ardèche voulait profiter de la manifestation des "gilets jaunes" du 24 novembre sur les Champs-Élysées pour organiser une "protestation pacifiste" contre le gouvernement. "On voulait juste s'asseoir devant les forces de l'ordre avec du pain, du fromage et un petit verre de rouge", affirme-t-il d'une voix sonore devant la 24e chambre du tribunal de Paris. "Ce n'était pas pour faire des dégradations", assure-t-il, les mains appuyées à la barre du box des prévenus, devant une salle remplie de journalistes.

Je n'ai jamais agressé de policiers. Je veux être jugé maintenant et qu'on en finisse avec tout ça.

Sans domicile fixe, habitant dans un camion aménagé, Anthony D. fait partie des vingt personnes jugées, lundi 26 novembre, en comparution immédiate pour "participation à un groupement formé en vue de commettre des violences ou des dégradations". Parmi ces "gilets jaunes" venus de toute la France, beaucoup de jeunes, une seule femme, un conducteur d'engins, un surveillant de prison, un saisonnier au Futuroscope, des jeunes en formation ou en recherche d'emploi...

Samedi, Anthony D. a été arrêté avec un couteau dans sa poche et un pavé dans son sac à dos. "Pourquoi portiez-vous cette arme sur vous ?" interroge la présidente. "C'est une question d'habitude, je me lève le matin, je m'habille et je prends mon couteau", explique le prévenu, vêtu d'un tee-shirt noir portant l'inscription "We Goat The Power", en référence à la chèvre, symbole de l'Ardèche.

Mon couteau, il me sert à tracer des lignes pour le travail, à manger le midi... Le seul moment où je ne l'ai pas c'est quand je m'occupe de mon fils. Anthony D. devant le tribunal de Paris

Quant au pavé retrouvé dans son sac à dos, "c'était pour ramener un souvenir à mon fils qui n'est jamais venu à Paris", justifie-t-il simplement. "Mais si j'avais eu de la batterie sur mon portable, je l'aurais plutôt pris en photo", rajoute-t-il après un bref silence. "J'ai toujours un couteau pour casser la croûte"

Tiphaine J., 26 ans, originaire de Haute-Savoie, a aussi été interpellé près des Champs-Élysées avec un sac rempli d'objets suspects : un couteau Opinel, une matraque, une sangle élastique et plusieurs clous. Cet homme à la silhouette fluette est le premier de l'après-midi à ne pas demander le renvoi de son dossier. Les mains croisées dans le dos, cet ancien charpentier explique d'une voix étouffée les raisons de son interpellation. "Toute la semaine, j'ai participé à des rassemblements dans ma région et j'étais chargé de construire des baraquements avec des palettes en bois, c'est pour ça que j'avais des clous dans mon sac", répète-t-il un brin exaspéré. Le couteau Opinel ? "Chez nous, en Haute-Savoie, on a toujours un couteau pour casser la croûte et je ne vais pas me justifier de ça", répond-il. Et pour la matraque, il assure l'avoir trouvée par terre et avoir voulu la rapporter en souvenir. Un comportement "curieux", commente la juge.

Je suis monté à Paris pour manifester, comme tous les autres qui ne sont pas contents de leur gouvernement. Je n'ai rien cassé. Je n'étais pas là pour ça.

Reconverti en conseiller fiscal en Suisse, Tiphaine J. gagne environ 8 000 euros par mois auxquels s'ajoutent les 3 500 euros de sa compagne qui travaille dans un bureau d'études à Genève. "Je n'ai que le brevet des collèges comme formation", précise-t-il, rappelant qu'il est aussi sapeur-pompier volontaire et père d'un enfant de 4 ans.

C'est la première fois de ma vie que je manifeste, je n'ai pas pensé à vider mon sac. Mais je comprends que ce que j'avais peut laisser penser que je voulais casser. Après délibérations, le tribunal prononce la relaxe du délit de "participation à un groupement formé en vue de commettre des violences et des dégradations" et le condamne à trois mois de prison avec sursis pour port d'arme. "C'était une idiotie !"

Tom S., 22 ans, originaire de La Rochelle, a, lui, été condamné à 70 heures de travail d'intérêt général. Le tribunal l'a jugé coupable de "participation à un groupement" à cause "des différents objets retrouvés sur lui" (cagoule, gants coqués, etc.) et de recel de bouteilles de parfum volées dans un magasin près des Champs-Élysées. Les cheveux bruns bouclés, le visage juvénile, il assure être venu sur les lieux pour faire un reportage, "comme [il] en [a] déjà fait à Notre-Dame-des-Landes", et le diffuser sur Facebook.

Habitué des manifestations, il ne sait pas pourquoi il a pris ce parfum et ce gel douche Dior après la casse du magasin. "Je ne sais pas comment l'expliquer, c'était une idiotie, peut-être une réaction d'opportunisme dans un mouvement de foule", suggère-t-il en retroussant ses manches, laissant apparaître le tatouage d'une rose sur sa main. Electricien en intérim avec un salaire moyen de 1 500 euros par mois, Tom S. assure d'une voix fébrile qu'il "n'a jamais menti et s'est toujours laissé faire" depuis le moment de son interpellation et se dit même prêt à faire des travaux pour "l'intérêt commun".

Durant l'après-midi, quelques rares prévenus ont pris la parole pour expliquer les raisons de leur mobilisation, comme Loïc A., 40 ans, surveillant de prison à Fresnes (Val-de-Marne). Le crâne chauve, la barbe poivre et sel et la silhouette carrée moulée dans un tee-shirt de sport, cet ancien militaire au casier judiciaire vierge a été interpellé en possession d'un marteau. "J'ai manifesté contre la dégradation du service public", affirme-t-il d'une voix ferme, avant de demander le renvoi de son dossier. Il devra expliquer le 7 janvier pourquoi il possédait cet objet sur les Champs-Élysées.

La seule femme à comparaître de la journée a 27 ans. Originnaire du Vaucluse, Iana R. est mère célibataire d'un petit garçon. Elle s'est fait interpellé avec deux pierres, une bombe aérosol de peinture noire et du sérum physiologique sur elle. Le parquet lui reproche d'avoir jeté de la peinture dans les yeux d'un policier et des projectiles sur une voiture de police. "La bombe aérosol, je l'ai trouvée et je voulais m'en servir pour me protéger face à certains 'gilets jaunes' qui voulaient péter une voiture de police", se défend-elle, la voix tremblante. "J'ai été attrapée par les cheveux, je me suis presque vue mourir ce jour-là, j'ai vraiment besoin de rentrer et de voir mon garçon maintenant, s'il vous plaît", demande-t-elle, suppliante, à la présidente. "Maintenant que je sais, je ne viendrai plus sur Paris".

En fin de soirée, la presse a quitté les bancs de la 24e chambre lorsque Gérard, un grand gaillard âgé de 41 ans, se présente dans le box. Lui aussi affirme être venu à Paris "pour filmer". La gouaille moqueuse, ce chauffeur-livreur, qui habite à Drancy (Seine-Saint-Denis), a déjà été condamné plusieurs fois pour "outrage, violence et rébellion" envers des policiers. C'est justement ce qui l'amène lundi devant le tribunal. "Il vous est reproché d'avoir dit au moment de votre interpellation : 'Fils de pute, trou du cul, tête de chien' à un officier de police et d'avoir ajouté : 'Demain, on va tous vous brûler'", lit imperturbable la présidente. S'il reconnaît les insultes, Gérard conteste la dernière phrase et assure avoir dit : "Puisque c'est ce que vous cherchez, demain, on va tout brûler".

J'ai dit : 'On va tout brûler'. C'était pour faire la révolution mais c'était pas mon intention de le faire, c'était dit comme ça... Gérard devant le tribunal de Paris

Contrairement aux autres prévenus qui font plutôt profil bas, Gérard, lui, n'hésite pas à tenir tête à la présidente. Interrogé sur les morceaux de bois qu'il a jetés dans un feu allumé place de la Madeleine, l'homme explique, le sourire aux lèvres, que "c'était pour se réchauffer". La présidente n'y croit pas et l'interroge à nouveau. "Ok, c'était pour que le feu se ravive", finit-il par lâcher. Gérard est relaxé des menaces de mort envers les policiers mais est condamné à 6 mois de sursis pour "participation à un groupement formé en vue de commettre des violences et des dégradations".

Dernier à passer à la barre, Pascal, 26 ans, est jugé pour avoir jeté des canettes de bière aux forces de l'ordre et en avoir blessé un lors de son interpellation. Déjà condamné plusieurs fois pour viol et violences sur des policiers, l'homme, qui habite à Saint-Quentin (Aisne), peine à s'exprimer. "J'étais venu pour manifester en tant que personne normale, je ne sais pas comment vous l'expliquer", lance-t-il à la présidente. En couple et père d'une fillette de 2 ans, Pascal travaille à Intermarché.

On a du mal à s'en sortir avec 1 200 euros par mois. Je n'en peux plus, je suis à bout. "Je regrette d'être venu sur Paris. Maintenant que je sais, je ne viendrai plus", répète-t-il plusieurs fois. Mais, pour la procureure, l'heure tardive à laquelle il est arrivé, - 20h30 -, ne plaide pas en sa faveur. "Il se rend sur les Champs en sachant pertinemment ce qu'il s'y passe, il faut être sérieux", tonne-t-elle. Elle requiert 6 mois de prison dont 4 avec sursis. Pascal échappe finalement à la prison et est condamné à 5 mois d'emprisonnement sans mandat de dépôt, peine qui sera aménageable.

Vers 22 heures, après une longue journée d'audience, 7 prévenus sur les 13 jugés devant la 24e Chambre ont demandé un renvoi afin de préparer leur défense. Ils ont été libérés sous contrôle judiciaire avant leur procès, prévu début janvier. D'ici là, ils ont l'interdiction de se rendre à Paris afin d'éviter qu'ils ne participent à une nouvelle manifestation dans la capitale.

Pour certaines familles, la comparution de leurs proches reste incompréhensible. "Je trouve ça aberrant, il n'a rien cassé et a été arrêté alors qu'il manifestait pour une bonne cause ! murmure dans un sanglot la mère d'un des prévenus, à l'écart de la salle. En plus, on ne nous explique rien, on m'a appelée pour nous dire qu'il avait été arrêté, mais je n'ai jamais assisté à une audience et je ne sais même pas ce qu'il va se passer ensuite."

On veut faire payer à ceux qui ont été 'attrapés' l'ensemble des dégradations. Un avocat de la défense à franceinfo.

Samedi, le préfet de police de Paris, Michel Delpuech, avait accusé de violences des "commandos largement infiltrés (...) par des membres de l'ultradroite". Ce profil n'est visiblement pas ressorti durant cette première journée de comparutions. francetvinfo.fr 27.11

- Gilets jaunes: le procureur des Hautes-Alpes menace de poursuites ceux qui bloquent les routes
- Le HuffPost 28 novembre 2018

Les déchets de la gouvernance mondiale, il faut les éliminer un point c'est tout !

Le Sénat aide le gouvernement à supprimer des aides fiscales en faveur du logement des SDF - Publicsenat.fr 28 novembre 2018

Dans le cadre de l'examen du budget, le Sénat a soutenu le gouvernement dans sa demande de supprimer un avantage fiscal en faveur des propriétaires qui mettent un logement à disposition des associations d'accueil des SDF. Publicsenat.fr 28 novembre 2018

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Mécénat. LVMH a économisé 518 millions d'impôts sur dix ans - Liberation.fr

Totalitarisme. Le stalino-libéralisme-libertaire agent du sionisme.

- Montreuil: après un arrêté du maire, Dieudonné annule ses spectacles - AFP 29 novembre 2018

Dieudonné M'Bala M'Bala, plusieurs fois condamné pour injures raciales, incitation à la haine ou apologie du terrorisme, a annulé ses spectacles à Montreuil (Seine-Saint-Denis), après un arrêté du maire PCF visant à fermer le local privé où il se produisait depuis fin octobre, a indiqué mercredi la mairie.

Depuis le 25 octobre, Dieudonné s'était produit plusieurs soirs par semaine dans ce local, et prévoyait de continuer jusqu'à mi-décembre. AFP 29 novembre 2018

Il fut une époque où Dieudonné était proche du PS. Ils finirent par le rejeter parce qu'ils ne supportaient pas ses critiques de l'Etat sioniste, la gauche et l'extrême gauche les imitèrent évidemment, du coup il se rapprocha de l'extrême droite. Il n'est pas le seul dans ce cas-là en France, on peut ajouter les millions de travailleurs qui votent Le Pen, parce qu'ils ne supportent plus leur populisme identitaire compatible avec la gouvernance mondiale...

La confrérie des opportunistes du mouvement ouvrier a le don de faire le jeu de l'extrême droite ou du fascisme. Tenez un autre exemple avec une ONG pilotée par les ultras néoconservateurs.

Propagande sioniste. Quand Libération prend ouvertement position pour une "grande oeuvre" que n'aurait pas renié Vichy ou le Ille Reich.

- Culture : la saison croisée France-Israël se termine en eau de bouderie - Libération 29 novembre 2018

La ministre de la Culture israélienne ne rencontrera pas son homologue français Franck Riester, venu ce jeudi clore la saison culturelle France-Israël.

...la tempétueuse ministre, passionaria ultranationaliste du Likoud, a passé une rude semaine. A la Knesset, elle a vu son grand-œuvre (une proposition de loi conditionnant les subventions culturelles à la «loyauté» des artistes à l'Etat) déraillé par pur calcul par les rivaux de Nétanyahou, lequel tente de maintenir en vie sa coalition désormais bien cabossée. De là à penser que Regev refuse d'aller au charbon pour marquer sa colère... C'est en tout cas la théorie des médias israéliens.

...c'est bien le bilan de la saison croisée, somme de festivals, rencontres, projections et concerts organisés dans les deux pays, qui est pointé (source de polémique - ndlr). Dans le Monde, une «source diplomatique» israélienne tire à vue sur le projet, auquel l'Etat hébreu a consacré 6 millions de shekels (1,4 million d'euros) : «On espérait que la culture aurait un impact diplomatique. On a mis énormément d'argent dans cette opération pour zéro succès, en ce qui concerne l'image d'Israël en France et celle de la France ici.» Libération 29 novembre 2018

- Khashoggi, Yémen: HRW demande à l'Argentine de poursuivre le prince saoudien "MBS" - AFP 27 novembre 2018

L'organisation de défense des droits de l'Homme Human Rights Watch a porté plainte lundi devant la justice argentine contre le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed ben Salmane dit "MBS", qui doit se rendre vendredi au G20 à Buenos Aires, dans les dossiers Khashoggi et du Yémen. AFP 27 novembre 2018

Human Rights Watch financé notamment par Soros...

Délation institutionnalisée.

- Indonésie : les autorités lancent une application anti-hérésie - AFP 27 novembre 2018

Une nouvelle application mobile qui permet de signaler aux autorités indonésiennes des cas d'hérésie a déclenché les protestations des défenseurs des libertés qui craignent qu'elle n'aggrave les attaques contre les minorités dans le pays musulman le plus peuplé au monde.

Les utilisateurs peuvent grâce à l'application donner des informations sur des groupes qui pratiquent un culte autre que les six religions reconnues officiellement en Indonésie, l'islam, l'hindouisme, le protestantisme, le catholicisme, le bouddhisme et le confucianisme, ou ceux qui ont une interprétation divergente des doctrines.

L'application "Smart Pakem", conçue à l'initiative du bureau du procureur de Jakarta, est disponible depuis dimanche dans le magasin d'applications Google Play.

"L'objectif (...) est de fournir un accès plus facile à l'information sur les croyances en Indonésie, d'éduquer le public et de l'empêcher de suivre les enseignements d'un individu ou d'un groupe qui ne correspondent pas à la législation", a expliqué à l'AFP Nirwan Nawawi, le porte-parole du parquet, dans un communiqué.

Des centaines de milliers d'habitants de cet archipel du Sud-Est asiatique pratiquent des cultes animistes ou mystiques souvent non reconnus par les autorités et souffrent de discriminations et d'un accès restreint aux services publics.

Pour Bonar Tigor Naipospos, vice-président de l'institut Setara pour la démocratie et la paix, cet outil est "dangereux parce que si le grand public n'aime pas (un groupe), il va le dénoncer sur l'application" et "cela risque de créer des problèmes".

Cette année, une communauté d'Ahmadi, une confession islamique jugée "déviant" par le courant majoritaire, a été sur l'île de Lombok la cible d'attaques qui ont détruit des maisons et l'ont forcé à fuir. AFP 27 novembre 2018

Profession journaliste. Définition : Agent de propagande au service de la gouvernance mondiale.

LFI - "Je ne parviens pas à ressentir de compassion sincère pour ces journalistes", lâche Sophia Chikirou sur le réseau social. "Leur niveau de corruption mentale, leurs mensonges et la désinformation qu'ils nous imposent, sont autant d'éléments qui justifient la colère. Et pour s'informer désormais, les réseaux sociaux sont plus sûrs (...) Évitions de donner le prétexte aux journalistes de se victimiser. Ne les lynchez pas : ne leur parlez pas, ne les lisez pas et ne les regardez pas". Le HuffPost 27 novembre 2018

- Les sénateurs rabotent la niche fiscale des journalistes - Publicsenat.fr 28 novembre 2018

Les sénateurs du groupe RDSE voulaient uniquement exclure des bénéficiaires d'un abattement de 7.650 euros les journalistes dont le revenu brut dépasse 93.510 euros par an. Le gouvernement s'y oppose.

« Les dispositions fiscales dont bénéficient les journalistes et la presse sont de nature à favoriser la pluralité et la liberté de la presse » a justifié le secrétaire d'Etat Olivier Dussopt.

Cette niche fiscale a été créée pour les journalistes en 1934, au nom de leurs frais professionnels. Ils faisaient partie de la liste de 110 professions pour qui une telle exonération avait été mise en place.

Selon les données issues de la Commission nationale de la carte de presse, le revenu mensuel moyen des journalistes en CDI est de 3.549 euros en 2016, de 1.969 pour les journalistes pigistes et de 1.886 pour les journalistes en CDD.

La profession connaît une forme de précarité, surtout dans les premières années d'exercice. 73,7% des journalistes sont en CDI, 18,7% sont pigistes et 3,2% sont en CDD. Chez les moins de 26 ans, 41,5% sont pigistes et 36,6% en CDD. Chez les 26-34 ans, ils sont encore 33,7% de pigistes et 8,5% en CDD. Publicsenat.fr 28 novembre 2018

Grossière provocation contre la Russie pour sauver le soldat de l'Otan Porochenko.

- Moscou condamné par la CEDH pour discrimination des homosexuels - Reuters 27 novembre 2018

La Cour européenne des droits de l'Homme a de nouveau condamné mardi la Russie pour discrimination envers les homosexuels, interdits de manifester pour leurs droits, huit ans après un premier arrêt sur le sujet qui n'avait pas été suivi d'effets. Reuters 27 novembre 2018

- Maas appelle Moscou à respecter la souveraineté de l'Ukraine - Reuters 27 novembre 2018

Le chef de la diplomatie allemande, Heiko Maas, a exhorté mardi la Russie à respecter le droit international et la souveraineté territoriale des pays voisins, après la saisie dimanche de trois navires de guerre ukrainiens. Reuters 27 novembre 2018

- Elections en vue - Ukraine - Russie : Incident naval, une manœuvre politique interne du président Porenchenko ? - Atlantico.fr 27 novembre 2018

Il est très vraisemblable que l'Ukraine, à l'initiative du président Porenchenko qui brigue un nouveau mandat en 2019 (l'élection a été fixée hier au 31 mars) malgré une impopularité grandissante, s'est effectivement livré à une "provocation" en faisant rejoindre la mer d'Azov par trois navires de guerre. En effet, s'il s'agissait uniquement de convoier des vedettes de type Gurza-M vers le port de Marioupol, cela pouvait être effectué par transport routier comme cela a été le cas au début septembre pour deux unités du même type : la "Kremenchuk" P 177 et la "Lubny" P 178. Accentuer la crise entre l'Ukraine - soutenue en sous-main par l'OTAN - et la Russie peut être une manœuvre politique à destination interne.

Bien évidemment saisi par Kiev, le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg a convoqué une "réunion extraordinaire" au niveau des ambassadeurs avec l'Ukraine le 26 novembre dans l'après-midi à Bruxelles. Malgré les cris d'indignation qui proviennent de Washington, du Canada et de l'Europe, il semble que les dirigeants politiques ne sont pas dupes de la manœuvre. D'ailleurs, il est intéressant de noter que les deux vedettes ukrainiennes pourtant bien armées pour leur taille de 23 mètres (deux canons de 30 mm couplés avec quatre missiles mer-mer Baryer) n'ont pas ouvert le feu pour se défendre. Atlantico.fr 27 novembre 2018

- Détroit de Kertch: à qui profitent les tensions russo-ukrainiennes au large de la Crimée? - sputniknews.com 27.11

André Filler, professeur à l'Institut français de géopolitique (IFG) à l'université Paris VIII, qui revenait lundi matin sur l'accrochage maritime de la veille.

Pour lui «l'enjeu principal ce sont les élections ukrainiennes», insistant sur le fait que cet enjeu soit tant pour l'Ukraine que pour la Russie. Des élections présidentielles et législatives qui selon lui font de l'année 2019 une année «cruciale» pour les relations russo-ukrainiennes.

«Le véritable enjeu, ce sont les élections législatives, à la Haute Rada de l'Ukraine, qui auront lieu le 17 novembre, puisque c'est le parlement qui représente les véritables forces à la fois législatrices et décisionnelles en Ukraine,» ajoute André Filler.

Dépeignant un président ukrainien en pleine «agonie politique», notre intervenant voit dans l'agitation internationale entourant l'incident de dimanche une opportunité pour Piotr Porochenko de «sauver les meubles», pas forcément pour lui-même, mais pour le candidat amené à défendre ses couleurs. Pour autant, alors que nous étions dans la perspective de l'instauration de la loi martiale, André Filler n'envisageait pas que Piotr Porochenko prenne le risque de repousser les élections présidentielles, dont le premier tour est prévu pour le 31 mars. «Cela enlèvera à

Porochenko le peu qu'il lui reste de sa légitimité», estime-t-il. Pour André Filler, l'enjeu central est de

«Surtout ne pas laisser le Batkivshchyna [parti "Patrie", en Ukrainien, ndlr.] avec Ioulia Timoshenko s'installer dans la Rada. Je pense que la seule raison valable pour introduire la loi martiale, c'est ça. Kiev ne court aucun risque d'invasion russe d'envergure, ni par la mer, ni par les airs, ni par la terre», développe notre intervenant.

Toujours dans le même média français (l'Opinion ndlr), Balazs Jarabik, spécialiste de l'Ukraine et chercheur associé à la Fondation Carnegie, estime d'ailleurs que la volonté de Piotr Porochenko de décréter si soudainement la loi martiale —alors qu'il ne l'avait pas fait au plus fort des combats dans le Donbass ou lors du rattachement de la Crimée à la Russie- n'est probablement pas dénuée de tout calcul.

«En proposant la loi martiale, il semble bien vouloir se servir de l'incident pour faire vibrer la fibre patriotique antirusse et influencer l'opinion publique en sa faveur», relate-t-il à l'Opinion, soulignant la possibilité pour le gouvernement de reporter les élections. S'il ne croit pas à cette éventualité, André Filler s'interrogeait lui aussi quant à la volonté du gouvernement ukrainien d'«électriser l'électorat» des parties occidentales du pays.

«Est-ce que ce type d'affrontement ne renforcerait pas la position du Président Porochenko — donné perdant il y a encore quelques jours avec presque 100% de certitude, on peut se poser légitimement cette question.» s'interrogeait André Filler.

Reflet de ce désaveu, le Président sortant est actuellement battu dans les sondages par Ioulia Timochenko et par l'acteur Vladimir Zelenski, qui a joué le rôle de Président ukrainien dans plusieurs comédies... et qui ne s'est pas déclaré officiellement candidat. sputniknews.com 27.11

- Trump menace d'annuler sa rencontre avec Poutine au G20 à cause de l'Ukraine - Le HuffPost 28 novembre 2018

Comme des relents de guerre froide. Le président américain Donald Trump a menacé mardi d'annuler sa rencontre bilatérale prévue avec son homologue russe Vladimir Poutine au G20 en Argentine... Le HuffPost 28 novembre 2018

- Le président ukrainien évoque la "menace d'une guerre totale" avec Moscou - AFP 28 novembre 2018

Le président ukrainien Petro Porochenko a évoqué la "menace d'une guerre totale" avec la Russie qui a selon lui "augmenté drastiquement" sa présence militaire à la frontière, dramatisant encore la situation déjà tendue depuis la capture de navires ukrainiens en mer Noire.

Aux yeux de Vladimir Poutine, "il est évident que tout cela a été fait en lien avec la campagne électorale en Ukraine" pour l'élection présidentielle du printemps. AFP 28 novembre 2018

La palme de la falsification des faits revient comme il se doit à l'agence du Ministère de la Vérité, l'AFP.

AFP 29 novembre 2018 - Les considérations de politique intérieure se mêlent aux enjeux stratégiques et militaires dans ce bras de fer. Vladimir Poutine a vu sa cote de popularité dégringoler sur fond de problèmes économiques et de fronde contre une impopulaire réforme des retraites. Petro Porochenko, qui cherche à se faire réélire pour un deuxième mandat, est confronté à des problèmes similaires. AFP 29 novembre 2018

Des "problèmes similaires", vraiment ? Vérifions-le immédiatement.

Vladimir Poutine a été réélu en mars 2018 avec plus de 76,69 % des voix (Le Monde 18.03.2018), le taux d'abstention avait été de 32,5%, Petro Porochenko a été élu en mai 2014 avec 54,70% des voix, le taux d'abstention avait été de 40,13%. (Wikipédia)

Selon les derniers sondages ukrainiens le taux de popularité de Porochenko se situe entre 4 et 10%.

Selon un unique sondage russe, le taux de popularité de Poutine se situerait à 39%.

En aparté, celui de Macron doit avoisiner celui Porochenko.

- Porochenko accuse Poutine de vouloir annexer toute l'Ukraine - Reuters 30.11

- Confirmation de notre version de l'incident de Kertch - Réseau Voltaire 29 novembre 2018

La Russie a rendu publics trois interrogatoires des marins ukrainiens faits prisonniers lors de l'incident de Kertch, le 25 novembre 2018, et un document (photo) saisi sur un des navires.

Selon ce document et ces vidéos, l'incident avait été planifié par l'Ukraine en coopération avec des puissances étrangères. Deux officiers des services de Renseignement militaires ukrainiens se trouvaient à bord pour coordonner les opérations. Ce sont eux qui ont interdit aux marins de répondre aux messages des Russes lorsque les navires de guerre sont entrés dans les eaux territoriales russes revendiquées par l'Ukraine.

Selon notre collaborateur Valentin Vasilescu, des avions de reconnaissance électromagnétique US et israélien ont survolé la zone avant l'incident afin de détecter les défenses russes [1].

Israël, n'est pas membre de l'Otan, mais dispose d'un bureau de liaison au siège de l'Otan à Bruxelles. Durant le coup d'État de Kiev, quatre officiers et trente et un soldats israéliens participaient aux combats de la place Maïdan pour le compte du parti ex-nazi Svoboda, dans le cadre du service secret stay-behind de l'Alliance.

L'opération de Kertch semble avoir été commanditée par l'Otan en vue de créer une « menace russe » qui justifierait l'adhésion de l'Ukraine à l'Alliance. Elle a été supervisée par l'ambassadeur Kurt Volker. Celui-ci a été recruté par la CIA lors de ses études à l'université de Georgetown. Après avoir travaillé au siège de l'Agence à Langley, il a incorporé le service diplomatique et est devenu « conseiller » de Richard Hoolbroke durant les guerres de Yougoslavie. Il devint l'assistant de Victoria Nuland lorsqu'elle était ambassadrice à l'Otan et lui succéda à ce poste. Il est aujourd'hui ambassadeur à Kiev. Réseau Voltaire 29 novembre 2018

[1] « À qui profite l'incident du détroit de Kertch ? », par Valentin Vasilescu, Traduction Avic, Réseau Voltaire, 29 novembre 2018.

En complément. La gouvernance mondiale, c'est le fascisme.

- Washington affiche sa proximité avec le Brésilien Bolsonaro - Reuters 30.11

Le conseiller à la sécurité nationale de la Maison blanche John Bolton a rencontré jeudi le président élu d'extrême droite brésilien Jair Bolsonaro et salué la proximité de Washington avec le gouvernement qui sera mis en place en janvier à Brasilia. Reuters 30.11